

La sécurité alimentaire n'est l'apanage

Piégée par l'accord de rééchelonnement signé avec le FMI et la Banque mondiale, l'Algérie a été forcée de démanteler l'appareil de formation agronomique relevant du ministère de l'Agriculture, entraînant la dissolution de dizaines d'instituts supérieurs et moyens. Seul l'INA d'El Harrach avait alors été épargné et pas pour longtemps. Ainsi, moins de 20 ans après la disparition de l'ITA de Mostaganem, l'INA est à son tour menacé, incitant ses enseignants à tirer la sonnette d'alarme. Toutefois, cet appel fait l'impasse sur le lourd passif de la formation agronomique. C'est pourquoi, il est judicieux de relancer le débat sur des bases sereines et objectives, en maîtrisant ses peurs et en évitant de faire peur aux autres. C'est pourquoi, voici venu le temps du débat et de la réflexion pour un autre modèle de formation et une autre stratégie de développement, rappelant que la sécurité alimentaire n'est pas seulement l'apanage des scientifiques, mais aussi et surtout des escouades de paysans sans terre et des investisseurs patriotes, pour peu qu'ils soient conscients des risques qu'ils font courir à la terre et à l'eau, ce patrimoine commun.

Lorsqu'en 1997, sur instruction de la Banque mondiale et du FMI, l'ensemble des instituts supérieurs et moyens relevant du ministère de l'Agriculture avaient été décimés avec le consentement des autorités algériennes, personne n'était venu nous soutenir dans notre combat pour sauvegarder ce patrimoine national. Nous avions alors interpellé, en des termes d'une rare violence, les ministres de l'Agriculture et de l'Enseignement supérieur, tous deux militants du FLN. La seule réponse fut celle transmise par Amar Tou par l'intermédiaire d'un ami commun : «Dis à ton ami de s'occuper uniquement de

ter la paysannerie algérienne ? Il est notoire que la création de l'ITA de Mostaganem ait été très mal perçue par les responsables et la plupart des enseignants de l'INA de l'époque, à l'exception de feu Youcef Sebti, qui dès le début de l'aventure, avait compris que le sort des deux écoles était lié.

Les travers du monopole colonial

Pour autant, faut-il se réjouir du sort fait à l'INA/ENSA ? La réponse émane de source, il faut absolument sauver ce patrimoine par patriotisme économique et par lucidité. Dans sa longue plainte publiée

Voilà qu'aujourd'hui, après 15 ans d'égarement et de dépeçage, l'ENSA est menacée à son tour dans son existence, alors que pour l'observateur averti, il ne fait aucun doute que son sort était scellé depuis la mise à mort de l'ITA bien avant la publication du sinistre décret de dissolution de septembre 1997.

recherche scientifique!» Où était la corporation des agronomes ? Où étaient les collègues de l'INA d'El Harrach ? Personne ne les a entendu soulever la moindre protestation, à croire que d'aucuns y voyaient une opportunité de se débarrasser à jamais d'un concurrent audacieux et performant. Comment, face à ce lâchage, ne pas se demander si le dépeçage en règle de cet outil — qui a fait ses preuves dans l'encadrement du développement agricole du pays — n'allait pas profiter à des lobbys indigènes tout en privant le secteur d'un formidable allié ? Il est tout de même curieux que cette opération pilotée par le FMI et la Banque mondiale et qui visait essentiellement à priver le pays d'un outil performant, ne trouva aucun soutien fut-il formel de la part de «la famille agronomique».

Voilà qu'aujourd'hui, après 15 ans d'égarement et de dépeçage, l'ENSA est menacée à son tour dans son existence, alors que pour l'observateur averti, il ne fait aucun doute que son sort était scellé depuis la mise à mort de l'ITA bien avant la publication du sinistre décret de dissolution de septembre 1997.

Décret qui sera étendu aux plus importantes structures de formation relevant du ministère de l'Agriculture, ainsi qu'à celui des Télécoms d'Es Sénia. Ce dernier institut sera épargné grâce à la mobilisation énergique des responsables et du corps enseignant qui parviendront à geler l'application du décret, ce qui le sauva d'une mort certaine. Pourquoi dans le cas de l'ITA et des IFTSA de Sidi Bel-Abbès, Skikda et El Khémis, aucun geste de solidarité n'a émergé, ni de la part de l'INA ni de celui de l'UNPA, organisation censée représen-

ter récemment, parlant au nom de ses collègues de l'INA/ENSA, le professeur Aïssa Abdelguerfi est bien inspiré et on comprend sa peine de voir un si bel outil se dégrader et partir à la dérive. Cependant, alors que l'INA cours vers son fatidique iceberg — que l'auteur de la contribution assimile bien injustement à l'actuel ministre de tutelle — il omet de remettre en perspective les dérives ayant entraîné la dislocation du système de formation agronomique qui se composait de plus de 80 institutions (entre INFSA, IFTSA, ITMA et CFPA). Dans sa très longue plainte, le Pr Abdelguerfi n'a pas le moindre mot pour la dizaine de départements d'agronomie qui ont subitement poussé dans les universités du pays, où ils végètent péniblement avec le consentement des recteurs, des doyens et du ministère. Loin, très loin des préoccupa-

Ainsi, alors que les rendements de l'UE ont atteint des pics inimaginables que l'on doit quasi exclusivement à la PAC, on constate, non sans espoir et un zeste de jalousie, que l'Inde et la Chine ont vu leurs rendements augmenter d'une manière fulgurante. Ainsi, grâce à la révolution verte, l'Inde a multiplié par 8,3 sa production de blé depuis 1960, devenant ainsi le troisième plus grand producteur mondial.

tions des agriculteurs livrés à eux-mêmes et à la voracité des firmes étrangères qui déversent sans vergogne des tonnes de produits chimiques aux effets souvent mal connus, cette omission est malencontreuse,

car elle nous prive d'un débat sérieux et utile afin de comprendre le mal qui a été fait à l'époque et ses terribles conséquences sur la formation agronomique qui allait pâtir de cette dissolution, sans que l'INA d'El Harrach n'en tire le moindre avantage. Pire que cela, c'est toute la formation agronomique qui replongera dans les travers d'un monopole que l'Algérie post-indépendance avait fort judicieusement détricoté en s'appuyant sur la multiplication des instituts dédiés et en révolutionnant profondément le système de formation, avec pour conséquence, l'ouverture dès octobre 1969 de l'ITA de Mostaganem, création qui visait à doter le secteur d'un encadrement qui lui faisait cruellement défaut. Il s'agissait alors de former un grand nombre d'ingénieurs d'application qui manquait cruellement à la filière. Car faut-il rappeler qu'à l'indépendance, le fleuron de la formation agronomique colonial n'avait fourni qu'une vingtaine d'agronomes à l'Algérie souveraine.

Youcef Sebti ouvre la brèche

L'ITA de Mostaganem, appuyé sur un modèle d'enseignement dit par «objectifs» — l'ancêtre du LMD mais bien plus performant en raison de la synergie naturelle entre le formateur et l'utilisateur —, appuyé à un système audiovisuel en circuit fermé pour les cours et les TD et une alternance cours théoriques/stages pratiques, le ministère de la Défense nationale s'était fortement impliqué en se délestant d'une caserne héritée de l'ère coloniale qu'il mettra à la disposition de la formation de centaines d'ingénieurs d'application — judicieusement répartis en 8 spécialités —, dont le pays avait grandement besoin. Déjà à l'époque, l'INA d'El Harrach n'avait pas du tout apprécié la venue de ce nouveau pôle de formation, et très vite, les dissensions et les vociférations entre les hauts responsables — Mourad Benachenhou vs Nordine Boukli — parviendront jusqu'au cœur du pouvoir central. Tout se passait comme si l'ITA de Mostaganem s'érigait en un redoutable concurrent et en un dangereux ennemi à abattre. Il n'est point utile de faire ici l'inventaire des obstacles créés à dessein afin de réduire ce nouveau sanctuaire de la formation supérieure agronomique, tout comme il n'est pas question de faire injure aux rares agronomes diplômés de l'INA qui ont eu le courage de ne pas adhérer à cette cabale et de venir, même de manière modeste participer à cette belle expérience. Toutefois, il serait juste de faire une mention particulière à feu Youcef Sebti, le seul à avoir accepté au pied levé d'assurer un cycle de formation à la méthodologie au profit des élèves ingénieurs de la 7^e promotion. Plus tard, ce seront plus d'une douzaine de ces ingénieurs de l'INA qui se joindront à nous, à la

Par Aziz Mouats^(*)

Ahriz, Belkacem Rouainia, Abdelhamid Bouhadja, Mustafa Chabour, Mohand Said Ouameur, Abdallah Khemmari, Mohamed Ghoul, Nouh Mefnoute, Med Chérif Bou-nab, Ferhat Kaci... Ils se sont tous acquittés de leurs tâches de manière exemplaire. Puis, petit à petit, grâce à de nombreuses bourses d'études, le corps enseignant endogène sera étoffé d'ingénieurs diplômés de l'ITA qui iront parfaire leur formation dans les plus prestigieuses universités françaises. Ceci pour la forme

Le remède par les rendements

Pour ce qui est du fond, on s'aperçoit à la lecture de sa contribution, que le professeur Aïssa Abdelguerfi, avec beaucoup d'aplomb et une grande amertume, décline une série de prévisions qui méritent d'être discutées parce que très franchement discutables. Ainsi, dans le souci évident d'attirer l'attention de l'opinion publique mais également des hauts responsables du pays, le professeur Abdelguerfi annonce que les «prix des produits agricoles sur le marché mondial (qui) se multiplieront durablement par cinq dans 20 ans». Rien que ça ! Prenons un exemple pour fixer les idées. A la dernière cotation (28/7/2016), la tonne de blé dur a été cédée à 225 euros.

A en croire les prévisions du professeur Abdelguerfi, dans 10 ou 15 années, elle coûterait jusqu'à 1125 euros. On sait que le marché des céréales fluctue sous les effets du climat qui lui même influence les récoltes et impacte la qualité du grain. La volatilité des prix est aussi fortement dépendante de la variation du niveau des stocks mondiaux et de leur localisation. Cependant, durant les 50 dernières années, selon *Agrete conjoncture* (numéro 2014/229 de janvier 2014), «l'offre mondiale de céréales s'est adaptée à la demande par l'amélioration des rendements, mais aussi des surfaces, en particulier durant la période récente de flambée des prix.

En cinquante ans, la consommation mondiale de blé a triplé et l'accroissement de la production a surtout été favorisée par la progression des rendements». Ce qui laisse tout de même un petit espace à l'optimisme, d'autant que la question des rendements reste ouverte lorsqu'on sait qu'à l'échelle mondiale, les rendements moyens durant les 30 dernières années ont suivi une courbe qui laisse beaucoup de place à l'espoir et qui donne aussi une grande responsabilité aux pouvoirs publics. Globalement, on note une augmentation constante des rendements à l'hectare qui ont été multipliés par 2,8 sur les cinquante dernières années. Durant la même période, la production chinoise est passée de 9% à 18% de la production mondiale.

Le géant asiatique est vite devenu «le deuxième producteur mondial de blé, passant d'une production de 14.3 Mt en 1961 à plus de 96Mt en 2005 (soit une progression de plus de 500% en 40 ans !). Cette hausse de la production s'explique surtout par l'amélioration très nette des rendements à l'hectare qui ont été multipliés par 7 sur la même période».

Ainsi, alors que les rendements de l'UE ont atteint des pics inimaginables que l'on doit quasi exclusivement à la PAC, on constate, non sans espoir et un zeste de jalousie, que l'Inde et la Chine ont vu leurs rendements augmenter d'une manière fulgurante. Ainsi, grâce à la révolution verte, l'Inde a multiplié par 8,3 sa production de blé depuis 1960, devenant ainsi le troisième plus grand producteur mondial.